

Ambrose Carey est détective privé dans le secteur spécialisé du blanchiment d'argent et de la corruption. Un domaine qui ne connaît vraiment pas la crise.

B. CAWTHRA



Les détectives à la rescousse

Les banques suisses sont toujours plus nombreuses à embaucher des enquêteurs privés, censés faire toute la lumière sur des clients délicats et détecter les risques.

Olivia Kühni

Ambrose Carey déploie le rouleau de papier sur le bois sombre de la table de conférence. On est en fin d'après-midi et, en bas, dans la rue, des hommes en costume de ville et chemise blanche convergent vers les pubs d'Oxford Street. De son index, Ambrose Carey désigne les quelques mètres de papier déroulés: «Ça, c'est sans doute l'arbre généalogique le plus complet au monde de la famille royale saoudienne.» Si un client l'interroge sur Khaled Abdullah, il va chercher le rouleau et demande: «Je suppose que vous voulez parler du premier fils du roi et non de Khaled Abdullah qui fait partie de la branche Abdul Rahman de la famille?»

Ambrose Carey n'est pas généalogiste, il est détective privé dans le secteur spécialisé du blanchiment d'argent et de la corruption. Il a fondé à Londres l'entreprise forensique Alaco. Sa spécialité connaît ces temps un pic d'intérêt, en particulier de la part des banques suisses. A Zurich aussi, le nombre de détectives, experts de ce créneau, augmente: entre 130 et 150, soit trois fois plus qu'il y a cinq ans. Les leaders du marché sont de grandes sociétés de révision telles que Deloitte, KPMG, PricewaterhouseCoopers et Ernst & Young. De petits cabinets sont également dans la course, comme celui de Peter Cosandey, ancien juge de district, qui a lancé sa propre société en 2005 à Zurich. «Il y a treize ans, il n'y avait pratiquement rien en Suisse», commente-t-il. Et maintenant la demande explose.

La faute à Washington. Depuis des années, les autorités américaines s'acharnent à rendre plus sévèrement punissables la corruption, le blanchiment d'argent, les infractions aux sanctions et les ententes cartellaires. En 2009, Credit Suisse a payé 500 millions de dollars d'amende pour avoir commercé avec l'Iran et contourné ainsi les sanctions américaines. UBS, de son côté, a payé 780 millions de dollars pour mettre un terme au litige sur l'assistance apportée aux fraudeurs fiscaux. La tendance a franchi l'Atlantique: à l'avenir, suivant le projet de l'OCDE, les délits fiscaux seront même considérés comme des actes préparatoires au blanchiment d'argent.

La nouvelle réalité

«Cela devient de plus en plus difficile, déplore David Fidan. Les Etats-Unis veulent que leurs règles s'appliquent à tout le monde, dans le sens d'une saine concurrence.» Ce spécialiste est récemment arrivé chez Deloitte comme nouveau partenaire du département forensique. Il conseillera les banques, notamment

pour ce qui est de la mise en œuvre de la nouvelle loi fiscale américaine Fatca. Pour lui, la querelle fiscale avec les Etats-Unis est l'exemple type de la nouvelle réalité: «Même quand on conseille des clients américains à partir de la Suisse, il faut sans cesse veiller à ne pas être en infraction avec le droit américain.» C'est pourquoi les banques suisses mettent sur pied de véritables remparts juridiques sous la forme d'énormes départements de compliance. Dans les cas épineux, elles se font en outre assister par un consultant extérieur qui possède un savoir spécialisé et reste hors du

«A Zurich, le nombre de détectives est en forte augmentation: entre 130 et 150, soit trois fois plus qu'il y a cinq ans.»

système. Ce qui peut être décisif notamment quand des cas de corruption surgissent au sein même de l'entreprise.

Ambrose Carey, l'homme de l'arbre généalogique de la famille royale saoudienne, a récemment reçu un coup de fil de la division juridique d'une banque suisse qui l'informait qu'un Saoudien voulait faire un placement chez elle, mais que des bruits couraient que l'homme finançait le terrorisme islamique. «Si c'est vrai, une banque suisse ne veut pas être mêlée à ça», lance l'expert anglais.

A l'étage de sa société, une vingtaine d'employés venus des quatre coins du monde se côtoient: une journaliste d'investigation polonaise, un avocat jordanien, un économiste grec. Dans le cas de la banque mentionnée, c'est le Jordanien qui a coordonné les recherches. Il a pris le téléphone, distribué des mandats à Riyad et à La Mecque, compulsé les

archives. Il n'a pas trouvé trace d'un engagement terroriste, mais son contact à La Mecque a découvert autre chose: le Saoudien avait manifestement des liens très proches avec la famille royale, donc avec des PEP, des personnalités politiquement exposées. A Riyad, il partageait même une villa avec des membres de la famille Al Saoud, comme l'apprirent les contacts d'Ambrose Carey à la lecture de l'«Um al Qora Mekka Gazette», une feuille d'avis officiels de la ville sainte que l'on ne trouve que sous forme imprimée et en arabe. Ambrose Carey a donc mis la banque en garde. A elle de décider de la suite à donner. «Nous ne procurons aux établissements que les informations qui leur permettent de décider.»

Les enquêtes contre plusieurs banques sur d'éventuelles manipulations du Libor montrent également combien des vérifications forensiques internes peuvent être d'importance. Comme UBS s'est elle-même dénoncée auprès des autorités de la concurrence, elle s'en tire sans amende. La décision d'une dénonciation appartient à la banque, l'enquêteur privé n'a pas d'obligation de dénoncer aux autorités.

«Fondamentalement, la décision appartient au client, confirme David Fidan, l'expert de Deloitte. Nous pouvons néanmoins le mettre en garde contre les risques qu'il prend en gardant le silence.» La banque décide après délibération avec son service juridique. «Les informations transmises sont toujours utiles à l'établissement pour reprendre, ou garder, le contrôle de la situation.»

Dans son bureau de Londres, Ambrose Carey enroule son arbre généalogique tandis que dehors, devant le pub du coin, les employés de banque boivent leur bière. Sa spécialité ne manquera jamais de travail, dit-il en souriant: «Il y a des gens en Angola ou en Arabie saoudite que je devrais remercier régulièrement car, grâce à eux, j'ai toujours des mandats.» ■

Services forensiques, un marché en pleine expansion

Nouveau créneau professionnel. C'est PwC qui s'est lancé le premier en Suisse avec son département forensique ouvert en 1995. Actuellement, PwC occupe une trentaine de spécialistes et en embauche davantage en cas de besoin. Chez KPMG, ils sont une soixantaine, environ 25 chez Ernst & Young et 52 chez De-

loitte. S'y ajoutent de petits prestataires qui fonctionnent parfois comme des filiales d'entreprises étrangères. Ceux qui dirigent de petits bureaux sont souvent d'anciens procureurs possédant un savoir spécialisé en matière de criminalité économique. On y trouve également des contrôleurs de ges-

tion, d'anciens inspecteurs de la brigade financière, des juristes ou des économistes. Les informaticiens sont de plus en plus demandés: chez Deloitte, ils forment la moitié de l'effectif. Ils développent notamment des logiciels qui tracent les mails en fonction de certains mots-clés.